Les Tsiganes en Europe centrale et orientale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale

Situation politique, économique et scolaire

Alain Reyniers

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/4239>

DOI : 10.4000/ries.4239

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1994

Pagination : 107-117

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Alain Reyniers, « Les Tsiganes en Europe centrale et orientale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 03 | 1994, mis en ligne le 17 avril 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4239> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4239>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Les Tsiganes en Europe centrale et orientale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale

Situation politique, économique et scolaire

Alain Reyniers

- 1 Il y a entre six et huit millions de Tsiganes en Europe centrale et orientale. Ni les recensements de population, ni les études démographiques, ni les évaluations avancées par les spécialistes ne concordent rigoureusement. Néanmoins, tous les chiffres disponibles indiquent que les Tsiganes constituent une population très jeune mais pénalisée autant par un mode de vie très souvent décrit comme archaïque que par une inadaptation aux structures économiques et sociales de la société majoritaire. Les nombreux témoignages qui parviennent en Occident depuis la chute des régimes communistes montrent qu'après avoir été culturellement broyés pendant des décennies, les Tsiganes ne seraient plus à l'abri de pogroms ; un grand nombre parmi eux serait plongé dans une existence quotidienne extrêmement pénible. Or, une intelligentsia tsigane s'impose progressivement. Des artistes tsiganes, originaires des pays de l'Est, se produisent ici et là. L'existence d'entrepreneurs tsiganes est évoquée. Certes, ces cas de réussites individuelles ne permettent pas d'affirmer que la situation des Tsiganes en Europe centrale et orientale soit idyllique. Mais ils invitent à se pencher sur le poids de l'histoire et, singulièrement, sur l'impact des politiques qui ont été développées à l'égard de cette minorité. Nous évoquerons plus particulièrement le traitement juridique réservé aux Tsiganes, leur situation économique, les problèmes scolaires que rencontrent leurs enfants et les mesures prises par les régimes qui se sont succédés depuis 1945 pour y remédier.

Évolution de la politique envers les Tsiganes

Le modèle soviétique

- 2 Les Tsiganes qui, dans l'éventail ethnique soviétique n'occupaient qu'une place réduite, allaient être impliqués dans la dynamique mise en place par les Soviétiques. En 1925 est formée l'Union de tous les Tsiganes de Russie qui visait à « unifier et organiser les masses de travailleurs tsiganes résidant à l'intérieur du territoire de la RSFSR (Fédération de Russie), à défendre et à organiser leurs intérêts, à élever leur niveau culturel et à organiser l'aide mutuelle » (art. 5 des statuts).
- 3 Diverses mesures d'aide pour faire passer les Tsiganes d'une vie d'itinérance à une vie sédentaire furent préconisées. Le 1^{er} octobre 1926 fut publié un décret permettant l'attribution prioritaire de terres aux Tsiganes désirant se fixer. En 1927, un appel rédigé en romanès, avec le russe en regard, par l'Union de tous les Tsiganes de Russie, exhorta la population tsigane à rejeter la vie itinérante et à se sédentariser. D'autres initiatives, sur le plan culturel, montrèrent *de facto* que les Tsiganes étaient bien considérés comme une minorité nationale. Trois écoles en langue tsigane furent ouvertes à Moscou. En 1927, le premier magazine en langue tsigane fut publié sous le titre *Romani Zorya* (« Aurore Tsigane »). Ce périodique se transforma sous le titre *Nevo Drom* (« Nouvelle route ») en 1930. Le premier théâtre tsigane fut inauguré à Moscou en janvier 1931 sous le nom de « Théâtre Romen ». Durant les années trente, une abondante littérature en langue tsigane fut publiée un peu partout en Union soviétique. Ces efforts ne touchèrent malheureusement pas la masse des Tsiganes. Staline raya les Tsiganes de la liste des minorités nationales. Ceux-ci ne correspondaient guère à la définition qu'il donnait de cette entité conceptuelle : une communauté stable, historiquement constituée, communauté de langue, de territoire, de vie économique, de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture. Toutes les institutions tsiganes disparurent, l'Union de tous les Tsiganes de Russie fut dissoute ; seul subsista le théâtre Romen. En 1956, une loi interdit formellement le nomadisme et obligea les autorités locales à trouver du travail aux Tsiganes itinérants. Néanmoins, environ 8 % de la communauté va réussir à préserver un mode de vie nomade, basé sur la fourniture occasionnelle de main-d'œuvre aux kolkhozes durant la période des travaux saisonniers et sur l'entretien d'un petit commerce traditionnel que les autorités ne voient pas d'un mauvais œil. En 1958, des Tsiganes quittent la Russie pour la Pologne ; d'autres émigrent vers le Kazakhstan où les contrôles du nomadisme sont moins sévères. Depuis lors, il semble que la scolarisation ait fait de notables progrès. Mais l'emploi de la langue russe ne s'est pas fait au détriment de la langue tsigane (74,1 % des Tsiganes qui se sont déclarés comme tels au recensement de 1979 présentent le romanès comme leur langue maternelle ; au recensement de 1959, seuls 59,3 % des Tsiganes avaient fait de même). Depuis 1988, plusieurs sociétés culturelles tsiganes voient le jour. À la fin des années quatre-vingt, les Tsiganes étaient officiellement reconnus comme une minorité nationale d'origine indienne.

La situation dans les États d'Europe centrale et orientale

L'assimilation naturelle

- 4 Le modèle soviétique, à caractère assimilationniste et modernisateur va être exporté dans les pays satellites de l'URSS. Mais, alors qu'en Russie le stéréotype du « Tsigane » était plutôt positif, lié à une longue tradition chorale et musicale très en vogue dans la noblesse tsariste puis dans l'intelligentsia, dans les pays de l'Est les Tsiganes apparaissent avant tout comme une couche sociale pauvre avec un statut inférieur¹. En outre, ils sortent particulièrement meurtris de la Seconde guerre mondiale. Lorsque les régimes communistes se mettent en place, une politique de liquidation des vestiges du passé est développée. Cependant, d'une manière générale, les démocraties populaires assurent aux Tsiganes une égalité de droit avec les autres citoyens.

L'immersion forcée

- 5 Un peu partout, l'assimilation des Tsiganes par l'avènement du communisme allait de soi. L'appartenance ethnique des citoyens n'avait pas d'incidence politique. Mais, au milieu des années cinquante, l'ethnicité regagne du terrain avec la nationalisation du communisme dans les pays d'Europe centrale et orientale. En Bulgarie, après une ouverture de courte durée, le nomadisme est interdit par le Conseil des ministres en 1958. En Tchécoslovaquie, la loi 74/158 de 1958 sur la fixation définitive des nomades est appliquée avec brutalité. Ceux qui persistent dans le nomadisme sont passibles de 6 mois à 3 ans de prison. Une assimilation par la dispersion des communautés, la scolarisation, le service militaire et le travail réservé dans les entreprises nationalisées est programmée². En Hongrie, le département des nationalités du ministère de la culture commence à s'occuper du problème tsigane dès 1957. Mais, le 20 juin 1961, le Comité central du parti communiste hongrois refuse de conférer la qualité de « groupe ethnique » à la population tsigane. En Pologne, un programme d'aide aux Tsiganes avait été élaboré dès 1952 : il comprenait des mesures d'aide à la scolarisation, à la santé, à la création artistique et musicale, à la sédentarisation sur les biens appartenant à l'État, à la production économique, à l'accès à la sécurité sociale, à la formation agricole et à l'achat du cheptel et du matériel d'exploitation. Seuls 25 % des Tsiganes nomades acceptèrent de se sédentariser à l'époque. En 1964, un hiver extrêmement dur plongea nombre de Tsiganes dans le désarroi. Mendicité et maraude exaspérèrent à ce point la population et les conseils provinciaux que l'État décida d'appliquer scrupuleusement les résolutions de 1952. Des comités de coordination pour la sédentarisation des Tsiganes furent créés dans toutes les voïvodies et tous les districts. Sans mettre fin au nomadisme, cette politique lui porta un coup fatal. En Roumanie, le nomadisme est lui aussi découragé dès le milieu des années cinquante. Il ne sera virtuellement interdit qu'une vingtaine d'années plus tard, sous la forme de harcèlements policiers répétés (mais 30 % des Tsiganes sont toujours perçus comme nomades ou semi-nomades en 1983). Entre-temps, nombre de familles itinérantes auront été installées à la lisière des agglomérations. Le problème tsigane n'apparaît vraiment qu'avec la montée du nationalisme d'État au milieu des années soixante. L'existence des Tsiganes est niée. En parler revient à faire l'apologie du racisme et il est interdit de les photographier.

La logique des nationalités

- 6 Les politiques assimilationnistes n'annulent pas la reproduction des inégalités économiques et sociales antérieures. Il est de plus en plus flagrant que la promotion des Tsiganes passe aussi par la reconnaissance d'une dimension culturelle et par la lutte contre des préjugés fermement enracinés dans les populations majoritaires. En outre, l'insertion d'un nombre important de Tsiganes dans le monde organisé du travail aboutit à la création d'une classe moyenne tsigane, tiraillée entre sa réussite matérielle et une insécurité culturelle liée au déni d'expression. En 1963, une association éducative et culturelle tsigane est fondée à l'initiative des autorités locales de Tarnow, dans le sud-est de la Pologne. À la faveur du « socialisme à visage humain », la politique d'assimilation dure à l'égard des Tsiganes marque le pas en Tchécoslovaquie à la fin des années soixante. En 1968 apparaît une Union culturelle des Tsiganes-Roms de Slovaquie. Elle est suivie l'année suivante par la fondation de l'Union des Tsiganes-Roms de la République tchèque. Ces deux associations vont mobiliser près de vingt mille membres. Des ensembles musicaux et folkloriques se développent un peu partout et une première codification de la langue écrite tsigane est établie. Mais en 1973 les deux Unions tsiganes sont dissoutes par le parti communiste sous prétexte que les Tsiganes n'ont pas le statut de minorité nationale. Le programme qui devait introduire l'enseignement de la langue tsigane à l'école est abandonné. Une nouvelle politique dite d'« intégration sociale » est menée par les pouvoirs publics mais rencontre une sourde résistance. Des voix s'élèvent pour dénoncer les Tsiganes comme « les favoris des communistes, les bénéficiaires de multiples avantages sociaux, allocations, subventions »³. Les Tsiganes de Slovaquie et de la République tchèque devront attendre 1990 pour obtenir le statut de minorité nationale.
- 7 En 1974, un Conseil consultatif des Tsiganes de Hongrie est rétabli sur le modèle de celui qui avait fonctionné entre 1958 et 1960. Cinq ans plus tard, le Comité central du parti communiste hongrois décida de reconnaître aux Tsiganes la qualité de « groupe ethnique », ce qui leur permet de s'organiser sur une base nationale sans toutefois bénéficier des avantages accordés par la loi aux nationalistes et aux minorités nationales (notamment le droit de recevoir un enseignement dans sa langue maternelle à l'école et d'utiliser cette même langue pour toute démarche administrative orale ou écrite). Un Conseil des Tsiganes et une Fédération culturelle tsigane voient le jour en 1986. Enfin, la loi du 7 juillet 1993 sur les minorités consacre la reconnaissance des Tsiganes comme minorité ethnique en Hongrie. Mais les garanties de mise en œuvre de ce texte restent floues jusqu'à présent.
- 8 En Yougoslavie, pays qui apparaît longtemps comme celui où vivent le plus de Tsiganes, la conscience ethnique de ces derniers est forte. Elle est soutenue par des associations comme *Phrolipe* (Fraternité) à Skopje et par des intellectuels réputés comme le poète Slobodan Berkerski, membre du Comité central du parti communiste yougoslave. La conscience nationale tsigane s'éveille en 1971, à l'occasion du recensement de la population. Dès 1976, les Tsiganes cherchent à se faire reconnaître comme minorité nationale au niveau de la Fédération yougoslave. Ce statut leur est accordé en 1981. Le romanès est introduit dans les écoles de l'État à partir de 1983. Une dizaine d'écoles primaires utiliseront cette langue comme langue d'enseignement pour les quatre premières années scolaires. Un programme hebdomadaire de télévision en langue tsigane sera créé par la station de Pristina au Kosovo, dès février 1982. Il est possible que les Serbes aient vu dans les Tsiganes des alliés dans le conflit qui les opposait aux Albanais du

Kosovo. Ceci n'est probablement pas étranger à l'ouverture yougoslave envers les Tsiganes. Quoi qu'il en soit, les républiques fédérées ne suivent pas l'État central et cela limite énormément la portée du droit reconnu au niveau fédéral. Seule la Bosnie-Herzégovine reconnaît aux Tsiganes le statut de minorité nationale en 1985. La Macédoine suivra sept ans plus tard (ce faisant, le pouvoir macédonien cherchera à éviter le ralliement des Tsiganes aux Albanais).

- 9 En Roumanie, la chute du régime Ceaucescu va libérer les expressions longtemps contenues. Les Tsiganes sont reconnus comme minorité nationale par la nouvelle constitution roumaine. Ils ont la possibilité d'être représentés en tant que force politique autonome au parlement de Bucarest, au même titre que les autres minorités nationales hongroises, allemandes, bulgares, etc. Des initiatives sont prises par les autorités dans les domaines scolaire et culturel. Des partis politiques tsiganes sont créés par des intellectuels, des syndicalistes et des hommes d'affaires qui sortent d'un anonymat imposé. Mais cette faculté survient tardivement, en pleine décomposition d'un système social et économique, à l'aube d'une démocratisation qui imposera un jeu social nouveau dont toutes les règles ne sont pas encore maîtrisées.

Situation économique

- 10 Au cours de la période communiste, c'est par l'insertion dans le procès de travail que les Tsiganes allaient sortir d'un mode de vie jugé primitif et se fondre dans la société majoritaire. Force est de le constater, quarante années de communisme ont permis l'émergence d'une classe d'intellectuels tsiganes, de syndicalistes, d'une main-d'œuvre prolétarisée dans les grands secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Et pourtant, le groupe ethnique dans son ensemble n'a pas connu un développement global harmonieux. La stratification sociale s'est complexifiée mais la marginalité d'un grand nombre n'a fait que croître. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette situation : l'hétérogénéité initiale des Tsiganes ; le manque de formation professionnelle ; la persistance d'une discrimination ethnique.
- 11 Dans la phase postcommuniste actuelle, la situation des Tsiganes au regard de l'emploi est très préoccupante. La fragilité de leur insertion économique au cours de la période précédente s'est accentuée avec la crise de l'économie, la décollectivisation des terres, la fermeture des infrastructures techniquement dépassées et la mise à l'écart des travailleurs les moins qualifiés. Dans plusieurs endroits, la compétition pour l'emploi a pris des allures de compétition interethnique : à qualification égale, les membres d'ethnies minoritaires sont évincés au profit de candidats issus de l'ethnie dominante.
- 12 En Hongrie, l'évolution du chômage des Tsiganes est catastrophique. Aujourd'hui (pour une moyenne de nomades de 10 %) 60 % à 70 % des Tsiganes en âge de travailler seraient atteints par le chômage. En dix ans, le rapport entre les hommes actifs en âge de travailler et les chômeurs aurait tout simplement basculé.
- 13 Une enquête menée en Roumanie par Elena et Katalin Zamfir en 1992 révèle que 80 % de la population tsigane adulte de l'échantillon n'a aucune qualification⁴. Parmi ceux qui en possèdent une, seul 1,8 % ont un niveau de qualification moyen ou élevé ; les 3/4 sont spécialisés dans des professions adaptées à l'économie contemporaine ; les autres maintiennent une activité traditionnelle. Il est difficile d'étendre purement et simplement ces caractéristiques à l'ensemble de la population tsigane de Roumanie

d'autant plus qu'une partie très importante (sans doute plus d'un million de personnes) est intégrée à la société roumaine sans se prévaloir d'une identité particulière. Néanmoins, dans un pays dont l'économie est particulièrement touchée par la crise, ceux qui apparaissent comme Tsiganes forment une population tout particulièrement vulnérable.

- 14 En Bulgarie et en Yougoslavie, le taux de chômage de la communauté tsigane est très élevé (entre 60 % et 80 %). La situation est similaire dans les républiques tchèque et slovaque où l'inemploi des jeunes est dramatique.
- 15 Dans ces conditions, il est concevable qu'un nombre important de Tsiganes envisage de migrer vers des régions plus riches, loin d'un monde où les ressources s'avèrent de plus en plus aléatoires. Or, l'indice d'émigration des Tsiganes n'excède pas 4,6 et reste bien inférieur à celui de la population d'Europe de l'Est en général⁵. Sans doute est-ce dû au manque de qualification qui empêche d'espérer un emploi en Occident et au manque de moyens financiers qui permettraient d'aboutir à l'Ouest.

La scolarisation

Période communiste

- 16 Un tableau comprenant les niveaux scolaires de la population yougoslave économiquement active et ceux des Tsiganes en âge de travailler en 1989 montrera d'emblée à quel point l'égalité de ces derniers avec l'ensemble des citoyens n'était que formelle. Leur reconnaissance comme minorité nationale, au niveau fédéral, en 1981, a permis d'introduire le romanès à l'école. Or, les résultats de 1989 (cf. tableau 1) sont à peine meilleurs qu'en 1973, époque où la plupart des enfants ne terminaient même pas l'école primaire.

Tableau 1 : Niveau scolaire de la population économiquement active en Yougoslavie (année 1989)

Tableau 1 : Niveau scolaire de la population économiquement active en Yougoslavie (année 1989)

Total	Population active globale		Tsiganes	
	9 352 101	%	42 844	%
Aucun niveau de formation	666 054	7,1	10 519	24,5
École primaire incomplète	2 646 662	28,3	18 267	42,6
École primaire terminée	1 973 396	21,1	9 945	23,2
École secondaire terminée	3 228 264	34,5	3 449	8,0
École supérieure ou Université	813 435	8,6	172	0,4
Inconnu	24 290	0,2	492	1,1

Source : Office fédéral des statistiques, Belgrade, 1989.

Source : Office fédéral des statistiques, Belgrade, 1989.

- 17 D'après ce tableau, un quart des Tsiganes étaient illettrés en 1989. 67 % d'entre eux n'atteignaient pas le niveau primaire et plus de 90 % ne le dépassaient guère. Or, il s'agit

de chiffres qui renvoient à la partie de la population considérée comme tsigane. En fait, ce sont 70 à 80 % des Tsiganes qui étaient illettrés en Yougoslavie (source : Romani Union). Seule consolation, le nombre d'universitaires qui, tout en restant extrêmement bas, s'est démultiplié en quarante ans. Il y avait une vingtaine d'universitaires tsiganes en 1953. Vingt ans plus tard, ce nombre était passé à cinquante. Il était de 172 en 1989.

- 18 En Tchécoslovaquie aussi, le retard scolaire des Tsiganes sur l'ensemble de la population est énorme. En 1972, 15 % des enfants allaient jusqu'au terme des neuf ans de la scolarité obligatoire : 12,4 % des hommes et 19,5 % des femmes étaient complètement analphabètes. Une enquête menée durant l'année scolaire 1972-1973 auprès de 3 360 enfants tsiganes montre que 34 % d'entre eux entrèrent dans la vie professionnelle sans avoir accompli cinq années de scolarité⁶. Le faible niveau d'éducation, comparé à celui de la population globale (cf. tableau 2) rappelle la situation yougoslave. De nombreux enfants tsiganes sont perçus comme incapables de suivre les cours de niveau élémentaire et sont dirigés vers des écoles spéciales : en 1980, 81,3 % des enfants fréquentaient l'école primaire normale, ils n'étaient plus que 71 % en 1985. Selon des statistiques scolaires, le nombre d'enfants tsiganes placés dans des écoles spéciales est passé de 17,1 % en 1980 à 26,7 % en 1985 (d'après Květa Kalibova).

Tableau 2 : Niveau scolaire des Tsiganes tchécoslovaques en 1980 (%)

Tableau 2 : Niveau scolaire des Tsiganes tchécoslovaques en 1980 (%)

Niveau scolaire	Hommes		Femmes	
	Tsiganes	Population globale	Tsiganes	Population globale
École primaire	81,7	36,9	83,3	56,0
École professionnelle	9,2	38,4	3,4	21,8
École secondaire	1,0	16,6	1,1	17,5
Université, écoles supérieures	0,3	7,1	0,2	3,5
Sans éducation élémentaire	5,2	0,3	8,7	0,5
Inconnu	2,6	0,7	3,3	0,8

Source : Recensement de la population tchécoslovaque, 1980.

Source : Recensement de la population tchécoslovaque, 1980.

- 19 En Bulgarie, un programme de scolarisation en internats spéciaux a été mis en place en 1964. Dix ans plus tard, il existait 145 institutions de ce genre totalisant 10 000 enfants tsiganes. Seule l'instruction primaire y était dispensée ; à la sortie, les élèves étaient dirigés vers des centres d'apprentissage ou aidés à poursuivre des études techniques. Il semble aussi qu'un effort ait été fait pour ouvrir les universités aux jeunes Tsiganes et cela a contribué à la formation d'une classe intellectualisée. En Roumanie aussi s'est constituée une élite universitaire tsigane de qualité. Il est même possible, comme en Bulgarie d'ailleurs, que le niveau scolaire des Tsiganes y soit sensiblement plus élevé que dans les autres pays d'Europe centrale et orientale. Si 4,5 % des Tsiganes adultes de Roumanie ont reçu une formation supérieure, il reste que 19 % des hommes adultes et 27 % des femmes adultes sont pratiquement illettrés. En URSS même, il semble que le pouvoir n'ait pu enrayer l'analphabétisme d'un grand nombre de Tsiganes.

- 20 Entre 1945 et 1960, le pourcentage de non-assiduité des enfants tsiganes à l'école a fortement diminué en Hongrie. Il est passé de 40 % à 6 % pour les enfants tsiganes de langue maternelle hongroise, de 70 % à 17 % pour ceux dont la langue est le romanès et de 70 % à 10 % pour les Tsiganes de langue roumaine. Mais, en 1971, 39 % de la population tsigane globale était encore perçue comme illettrée.
- 21 Les causes de cette situation sont complexes. Elles touchent autant à la société tsigane qu'à l'organisation du système scolaire en général et aux relations entre les Tsiganes et la société majoritaire. Traditionnellement, l'éducation des jeunes aux métiers pratiqués par les adultes s'est toujours faite en vase clos, au sein de la cellule familiale. L'obligation scolaire est une intrusion dans la vie tsigane. À cela s'ajoutent une série de handicaps.
- 22 La langue maternelle, même proche de la langue vernaculaire, n'est pas enseignée à l'école ; l'enfant tsigane doit faire un effort supplémentaire d'apprentissage et, souvent, ses parents ne lui sont d'aucun secours. La nécessité de s'adapter à ce système culturel différent est souvent traduite en termes de déficience mentale et un grand nombre d'enfants tsiganes se retrouvent dans des classes spéciales. Facteur de transformation sociale, l'école est aussi un instrument de reproduction - voire d'aggravation - sociale.
- 23 À leur tour, les jeunes qui quittent l'école n'ont d'autre choix que l'exercice d'un travail non qualifié et peu rémunéré. La situation est pire encore là où les Tsiganes sont entassés (les grands ghettos urbains) ou majoritaires (en Hongrie, 73,2 % des enfants tsiganes sont scolarisés dans des écoles de villages, contre 48,1 % pour l'ensemble de la population scolaire).

Période post-communiste

- 24 Peu brillante avant la chute du mur de Berlin, la situation scolaire des enfants tsiganes s'est encore dégradée depuis 1989. Le coût brutalement accru des études, la hausse du chômage des parents et le développement d'un climat de rejet à l'encontre des Tsiganes en sont les causes principales. En Roumanie, l'enquête de E. et C. Zamfir montre que la génération tsigane montante se caractérise par un niveau scolaire beaucoup plus bas que celle qui la précédait. 40 % des enfants âgés de 8 ans n'auraient jamais été à l'école ou auraient cessé d'y aller. Leur insertion dans le marché de l'emploi est gravement hypothéquée alors que les métiers traditionnels ne peuvent plus résorber une main-d'œuvre qui croît rapidement. La possibilité même de communiquer avec les autres composantes de la société, en des termes modernes (au moyen d'une littérature, d'une expression plastique, etc.) est compromise. Incontestablement, l'élévation du niveau scolaire est l'une des difficultés majeures qui se présentent aux Tsiganes comme aux sociétés d'Europe centrale et orientale. Des gouvernements s'y attellent.
- 25 En Roumanie, des classes en langue tsigane ont été ouvertes à Bucarest, à Tirgu-Mures et à Bacau, à titre expérimental. Une formation de maîtres d'origine tsigane a également été mise en place. En Bulgarie, l'enseignement facultatif du romanès dans les écoles, à raison de 4h par semaine, a été autorisé en vertu de l'arrêté n° 232 du Conseil des ministres, en décembre 1991. D'autres initiatives sont, elles aussi, encourageantes. C'est ainsi qu'en Hongrie, un homme d'affaire rom a, dans l'anonymat, versé des fonds pour la scolarisation des enfants tsiganes alors que diverses associations tsiganes mettent en place des classes de formation à des métiers pour ceux qui n'ont guère de qualification. Un lycée rom a été ouvert à Pecs en février 1994 avec l'aide du Gouvernement hongrois et

de la Fondation Soros. Malgré tous ces cas positifs, l'effort qui doit encore être accompli reste énorme.

*

**

- 26 Le bilan de la politique menée à l'égard des Tsiganes dans les pays d'Europe centrale et orientale depuis la Seconde guerre mondiale offre des aspects contrastés. Durant la période communiste a été menée une politique d'assimilation forcée qui ne tenait compte ni des dynamiques internes aux groupes tsiganes, ni des préjugés interethniques. Cette politique a globalement accéléré l'adaptation des Tsiganes à la société contemporaine, notamment là où leurs activités traditionnelles périlisaient. Leur mode de vie a amorcé un alignement sur celui des non-Tsiganes mais, le plus souvent, avec un décalage. Cette tendance s'est inscrite dans la longue durée. Ainsi, des projections démographiques montreraient que le comportement nataliste des Tsiganes suivrait inexorablement celui qui caractérise la société globale. De même, l'évolution des pyramides des âges serait similaire pour les deux groupes. Des progrès ont été faits dans le domaine de l'habitat. L'ouverture du marché de l'emploi aux Tsiganes a permis une hausse de leur niveau de vie. Une politique d'aide sociale, parfois prioritaire pour les plus démunis, a contribué au mieux-être de nombreux Tsiganes. Cela s'est traduit par l'apparition d'une classe moyenne tzigane composée de salariés, mais aussi d'intellectuels (ce que l'on ne voit guère, aujourd'hui encore, à l'Ouest).
- 27 Par contre, le manque de réflexion sur les facultés économiques des Tsiganes, l'inadaptation de nombreux logements au mode de vie d'anciens nomades, l'accumulation de freins locaux (autant bureaucratiques que psychologiques), le manque de moyens, tout cela a contribué à créer une nouvelle marginalisation des Tsiganes, aussi bien spatiale que sociale ou mentale. La fragilité économique d'un grand nombre ne pouvait qu'hypothéquer les acquis d'ordre matériel. Dans un tel contexte, seuls en définitive les plus débrouillards ont pu accéder à un niveau d'existence, traditionnelle ou moderne, plus stable que la moyenne.
- 28 L'octroi du statut de « nation minoritaire » qui permet d'assurer un développement culturel pour autant que les fonds suivent, aurait certes été une bonne chose dans le contexte est-européen. Mais, à l'exception de la Yougoslavie, il n'a pas été accordé.
- 29 L'économie libérale et la démocratie constituent les nouveaux buts des sociétés d'Europe centrale et orientale. Mais la période de transition est dure et rien ne dit que le destin de ces sociétés soit inexorablement fixé. Les Tsiganes sont souvent présentés comme les « laissés pour compte » des transformations actuelles. Mais nous avons vu que, dans un contexte difficile pour l'ensemble des ressortissants à l'Est, certaines communautés tsiganes parvenaient mieux que d'autres à s'adapter aux conditions nouvelles. Or, la recherche des opportunités économiques ne se fait pas dans un espace autonome ; elle se déroule au sein de la société globale, en spéculant aussi bien sur la perspective migratoire que sur l'insertion locale. Comme par le passé, les Tsiganes constituent l'une des composantes, même dispersée, même fractionnée, de la société au sein de laquelle ils vivent. Dès lors, il faut leur assurer les moyens collectifs et individuels de promotion. Dans ce sens, l'octroi d'un statut de minorité nationale constitue l'une des pierres de l'édifice à bâtir. Mais il serait irréaliste et dangereux d'oublier les liens entre les Tsiganes et les autres contemporains. C'est l'ensemble de la société qui se transforme à l'Est ; c'est

aussi cette société qui est parcourue par une vague de nationalisme et par des rancœurs interethniques. Aussi faut-il œuvrer à une recomposition du lien social entre tous les citoyens autant qu'à leur promotion individuelle et ethnique.

NOTES

1. Cf. Danciu Alexandru, « Introduction au problème tsigane à l'Est » in : *Iztok*, Paris, n° 5-1, septembre 1982, p. 18-22 ; n° 6-2, mars 1983, p. 29-32.
 2. Cf. Maria Roger, *Études tsiganes*, n° 4, 1966, 8-15.
 3. Sebkova Hana, « Camarade tsigane ! » in *Communications*, n° 55, 1992, p. 192.
 4. E. et C. Zamfir, *Tsiganii intre ignorare si ingrijorare*, Bucarest, Editura Alternative, 1993, 256 p.
 5. Cf. Alain Reyniers, *L'évaluation des populations tsiganes et de leurs mouvements dans les pays d'Europe centrale et orientale et vers quelques pays de l'OCDE*, Paris, OCDE, direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales, 1993.
 6. Cité par Blaha Jaroslav, « Les Tsiganes de Tchécoslovaquie : historique et situation actuelle » in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 439, 1982, p. 15.
-

RÉSUMÉS

En Europe de l'Est, la politique adoptée à l'égard des Tsiganes a conduit, à partir du modèle assimilationniste soviétique, à une situation contemporaine fortement contrastée, allant de la dispersion à leur reconnaissance comme minorité nationale. Malgré la lente émergence d'une classe moyenne, la fragilité persistante de l'insertion économique des Tsiganes reste l'un des enjeux d'une progression de ces pays vers la démocratie et l'économie libérale.

INDEX

Mots-clés : minorité ethnique, politique linguistique, langue de minorité, langue tsigane

Index géographique : Europe centrale, Europe de l'Est

AUTEUR

ALAIN REYNIERS

Université de Louvain, directeur de la revue *Études tsiganes*.